

PV du panel n°2 intitulé

“Gouvernance économique et climat des affaires”

Laayoune, le samedi 16 mars 2013

Nombre de participants au panel : plus que 40 personnes

Catégories représentées : services extérieures, parlementaires, entrepreneurs locaux, associations de développement, banques locales, experts locaux

A. Climat des affaires

Constats

- Lourdeur et complexité des dispositifs et procédures d'investissement
- Manque de compétences qualifiées au niveau de la région et la faiblesse du taux d'encadrement dans la région
- Complexité des procédures judiciaires en cas de contentieux commercial (tribunaux commerciaux)
- L'absence d'un climat des affaires sain et transparent suscite la méfiance de nombreux investisseurs potentiels (nationaux et étrangers) et nuit à la dynamique économique de la région
- Le manque de confiance et de visibilité entre l'administration et les différents acteurs économiques
- La femme joue un rôle important dans le développement économique et sociale de la région cependant elle souffre de discrimination et de difficultés à l'accès à l'emploi.
- La culture conservatrice de la population locale génère une réticence des citoyens vis à vis de l'obtention des crédits par les banques classiques.
- Absence d'unité de valorisation du phosphate/pêche produit dans la région
- Absence de main d'œuvre qualifiée locale a contribué à l'échec de plusieurs initiatives d'entreprenariat.
- Difficultés pour les PME locales d'obtenir les agréments techniques pour accéder à des marchés de l'OCP
- Le programme d'accompagnement des jeunes entrepreneurs piloté par l'agence du sud connaît des dysfonctionnements liés au manque de transparence au niveau des procédures ainsi que le manque d'information.
- La plupart des investissements de petites tailles sont concentrés au niveau de la restauration.

- Les procédures d'organisation des concours d'accès aux emplois offerts par la fonction publique ne sont pas toujours transparentes.
- Le port de Laayoune n'est pas suffisamment profond pour recevoir les grands navires pour acheminer les matières premières
- Rajouter au niveau de la charte d'investissement un dispositif d'incitations en fonction de la taille du montant d'investissement (grands projet > 200 MDHS et petite et moyens projets)
- Le programme OCP SKILLS ne garantit pas nécessairement l'employabilité des personnes formées
- La ville de Boujdour souffre des problèmes suivants: arrêt de l'activité du port et du projet de construction de la zone industrielle piloté par MEDZ.
- Les mécanismes de déclarations des fraudes ou de détournement d'argent public ne sont pas connus par tout le monde

Energies renouvelables

- Manque d'une connexion électrique qui permettrait d'évacuer l'électricité produite par les projets des énergies solaires prévues par la région.

Secteur du tourisme :

- Le secteur du tourisme souffre d'une faible promotion de la ville à l'échelle internationale, le manque de liaisons aériennes (hausse des prix) et maritime et la faiblesse de la capacité hôtelière.
- Absence de stratégie claire pour le développement du tourisme dans la région

Propositions

1. Simplifier et renforcer la transparence des procédures administratives pour un climat sain et transparent des affaires
2. Activer la mise en place d'une zone franche dans la région
3. Développer le concept des banques islamiques qui répond aux exigences culturelles de la région
4. Renforcer les prérogatives des services déconcentrés pour une meilleure efficacité de leurs actions au niveau régionale
5. Créer un pôle touristique à Laayoune à l'image de Las palmas en assurant la promotion du produit touristique local et l'accompagnement des PME spécialisés dans ce secteur
6. Renforcer la déconcentration et la bonne gouvernance des institutions et administrations
7. Développer des villages touristiques au sein de la région
8. Publier la liste des entreprises ayant bénéficiés des agréments pour confirmer la volonté de l'Etat d'asseoir l'équité, la transparence et la lutte contre la rente
9. Accélérer l'élaboration de la loi sur la région pour accompagner le processus de la régionalisation avancé
10. Associer les experts locaux dans les études menés par le CESE

B. Foncier :

Constats

- La régularisation du foncier facilitera l'octroi des crédits bancaires aux entrepreneurs et par conséquent encourager l'investissement.
- Absence de zone industrielle dédiée au développement industriel de la ville de laayoune
- Les subventions relatives au PMV ne sont pas octroyées à la population locale vu l'absence des titres fonciers.

Propositions

1. L'assainissement et la régularisation du foncier permettront aux investisseurs de pouvoir déposer des cautions pour l'obtention de crédits bancaires et de rassurer et d'attirer les investisseurs nationaux et étrangers.

C. Fiscalité :

Constats

- Absence de texte de loi qui régleme l'exonération fiscale de la région ce qui suscite:
 - la méfiance des investisseurs
 - crée un effet contreproductif (des entreprises dont le siège sociale est au sud du pays et bénéficiant d'une exonération fiscale opèrent au nord du Maroc)
 - entrave l'export (manque d'identifiant fiscal demandé à l'export)
 - Inhibe l'initiative personnelle en termes d'innovation et de productivité
- La TVA n'est pas récupérée par les entreprises opérant dans la région ce qui impacte leur rentabilité et nuit à leurs activités.
- Le manque de documents comptables chez les entreprises de type PME et TPE lié au manque de qualifications nécessaires.

Propositions

1. Réglementer et clarifier les textes régissant le champ de la fiscalité de la région en précisant les conditions d'exonération fiscales afin d'éviter les abus éventuels et le manque de visibilité. La mise en œuvre de ce nouveau cadre législatif doit se faire d'une manière progressive pour mieux conduire le changement.
2. La fiscalisation doit être normalisée pour encourager l'initiative personnelle et la culture de travail

D. Financement

Constats

- La BCP (70% de la part du marché des crédits dans les 3 régions) :
 - sur les 3,2 milliards de DH du volume des crédits octroyés annuellement dans les provinces du Sud, seulement 9,2% (301 millions DH) sont consacrés à l'investissement.
 - concernant la région Laayoune, seulement 219 millions de DH sont consacrés à l'investissement, soit 64,2% (par rapport au total des investissements des trois régions).
- Les banques considèrent que les demandes de financement conforme à leurs procédures d'octroi de crédit sont inférieure aux offres.

- Les entrepreneurs reprochent aux banques la hausse des taux d'intérêt notamment au niveau des microcrédits, des difficultés d'obtention des cautions, et les lourdes garanties demandées ; le manque de soutien et d'accompagnement et de flexibilité au niveau du remboursement des créances.
- Problème d'unification des modes de financement entre les différents organismes existants sur le marché local.
- Les programmes de financement existant au niveau de la région ont favorisé la hausse du nombre des projets financés au détriment de leur qualité et leur viabilité.

Propositions

1. Créer un fonds régional pour financer les investissements et le doter d'un mécanisme de soutien de proximité que ce soit en phase de montage du projet ou d'exploitation.
2. Déconcentrer la décision d'octroi des crédits d'investissement au niveau régional
3. Concernant le développement de la culture entrepreneuriale, les banques ont exprimé leurs disponibilités pour adapter leurs actions et démarches au contexte et besoins locaux
4. Mettre en place une instance qui centralise les microcrédits
5. Mettre en place un fonds dédié aux coopératives opérant dans l'économie sociale et solidaire
6. Mettre en place un fonds dédié à l'entrepreneuriat individuel
7. Majorer la notation technique de l'offre des soumissionnaires aux marchés publics qui s'engagent à sous-traiter une partie des travaux aux jeunes entrepreneurs locaux

E. Développement des grands projets et de l'économie sociale et solidaire

Constats

- L'Etat ne doit pas se désengager de l'économie de la région notamment à travers le développement des grands projets structurants. Ces derniers doivent favoriser le développement des PME via la sous-traitance.
- La région est dotée d'atouts et de ressources qu'il faudrait exploiter à bon escient afin de dynamiser les activités relatives à l'économie sociale et solidaire tels que l'agriculture solidaire et l'artisanat.
- Le regroupement sous forme de coopératives permettrait de bénéficier de sources de financement, d'accéder aux marchés importants et d'améliorer la productivité.
- Problème d'orientation et d'adaptation des filières d'enseignement au marché de l'emploi
- Lancer une étude pour déterminer les niches d'investissements pour les différents segments (grandes entreprises, PME et les jeunes)
- Mettre en place un dispositif d'accompagnement de l'entreprise qui tiens compte des spécificités et des contraintes de la région et qui comprends quatre caractéristiques: (Incitatif, accompagnement professionnel post et pré-crédation, modalités de financement appropriées (différents du modèle actuel), la transparence (mécanismes connues par tout le monde))
- Plusieurs clients bénéficiant du programme Moukawalati n'arrivent pas à rembourser leurs créances. Cela est dû essentiellement à la mauvaise conception du projet en amont et le manque d'accompagnement post octroi du crédit.

Propositions

1. Réserver une part des marchés publics aux PME
2. Mettre en place un dispositif d'accompagnement pour encourager les jeunes entrepreneurs à investir dans l'économie sociale et solidaire
3. Développer à l'image de ce qui se fait à l'international (ex. Egypte) au niveau des coopératives opérant dans des activités bien définies (filères de production agricoles, stockage, commercialisation, etc.)
4. La nécessité d'adapter le système éducatif, l'orientation et la formation professionnelle avec le marché de l'emploi
5. Encourager l'entrepreneuriat par des services de proximité tels que le CRI, l'accompagnement et l'encadrement (phase projet: étude de faisabilité, étude de marché business plan et phase exploitation)
6. Nécessité de concilier entre le développement basé sur les grands projets et celui des petits et moyens projets. Cela peut se faire par le développement des grands projets via la sous-traitance.
7. Accompagner l'industrie artisanale locale par la promotion à l'international des produits locaux.
8. Promouvoir le modèle d'incubation dans les secteurs porteurs de la région au profit des jeunes entrepreneurs
9. Valoriser les algues de Tarfaya et le sel de sebkha dans le cadre des activités génératrices de revenus.
10. Réaliser un bilan du programme moukawalati en identifiant ces forces et ces faiblesses pour capitaliser sur cette expérience et tirer les enseignements nécessaires pour réussir les futurs projets des jeunes entrepreneurs.
11. Encourager les grands opérateurs économiques nationaux tels que la CDG à investir dans la région.
12. Maroc export devrait accompagner les coopératives locales pour commercialiser leurs produits à l'échelle nationale (réserver des rayons au niveau des grandes surfaces...) et à l'international
13. Encourager les entreprises locales à créer de l'emploi pour les jeunes de la région en leur assurant une couverture sociale et le respect de droit de travail à l'instar de l'entreprise Ozone spécialisée dans la collecte des déchets et emploie plus de 200 personnes.